

**Conseil économique et social**

Distr. limitée
4 décembre 2012
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants**Reprise de la cinquante-cinquième session**

Vienne, 6 et 7 décembre 2012

Point 8 de l'ordre du jour

**Ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session
de la Commission****Projet de décision déposé par la Présidente****Organisation des travaux des sessions futures de la Commission
des stupéfiants**

La Commission des stupéfiants, ayant à l'esprit les débats qu'elle a tenus sur la manière d'améliorer ses méthodes de travail, décide ce qui suit:

a) Pour ses sessions futures, les projets de résolutions devant être examinés à la partie de session tenue au premier semestre devront être déposés, en principe, un mois avant le début de cette partie de session;

b) Les projets de résolutions devant être examinés à la partie de la cinquante-sixième session prévue pour le premier semestre de 2013 devront être déposés trois semaines avant le début de cette partie de session;

c) Pour ses sessions futures, la partie de session tenue au premier semestre sera précédée de consultations informelles d'avant-session, avec services d'interprétation, qui se tiendront le jour ouvrable précédant le premier jour de cette partie de session, offrant ainsi aux États Membres l'occasion de se consulter de manière informelle sur les projets de résolutions et, entre autres, sur l'ordre du jour provisoire de la session suivante de la Commission;

d) Le Secrétariat prendra les dispositions voulues pour la bonne application des alinéas a) à c) ci-dessus, et plus particulièrement fera en sorte que les projets de résolutions soient mis à disposition dans les six langues officielles une semaine au mois avant le début des consultations informelles d'avant-session que la Commission tient au premier semestre;

e) Aux fins des objectifs de la partie B de la résolution 52/214 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1997, dans laquelle celle-ci invitait tous les organes intergouvernementaux à étudier, selon qu'il conviendrait, la



possibilité de ramener progressivement de 32 à 20 pages la longueur de leurs rapports, sans nuire à la qualité de leur présentation ou de leur contenu, la Commission s'attachera à réduire la longueur de ses rapports annuels, compte tenu de la nécessité d'y faire figurer les résolutions et décisions adoptées ou transmises par elle, ainsi que de brefs résumés des délibérations tenues au titre de chaque point de l'ordre du jour, en insistant plus particulièrement sur les constatations qui auront été faites et les conclusions tirées en matière de politiques;

f) Ayant à l'esprit la nécessité de maintenir la discipline budgétaire, d'utiliser les services de conférence de manière rationnelle et de conduire ses travaux plus efficacement, la Commission prie le Secrétariat de lui faire rapport, à sa cinquante-septième session, sur la documentation établie à son intention, notamment le coût, le nombre et la fréquence de publication des documents, sur les efforts faits par le Secrétariat pour rationaliser, en interne, la production de ces documents et sur les économies ainsi réalisées, ainsi que de lui adresser des recommandations à ce sujet, notamment sur les moyens d'améliorer encore et de réduire les rapports exigés chaque année en se fondant sur un examen approfondi des tâches qui lui sont actuellement confiées, afin de repérer celles qui sont dépassées ou qui font double emploi.
